



50 semaines de prestations d'assurance-emploi pour les personnes malades Élections 2021

À l'heure actuelle, une personne atteinte d'une maladie grave qui doit s'absenter de son travail ne peut obtenir qu'un maximum de 15 semaines de prestation de maladie de l'assurance-emploi.

- Il s'agit d'une période beaucoup trop courte pour permettre à un travailleur gravement malade de retourner au travail.

Le Parti libéral du Canada a promis lors de la dernière campagne, d'augmenter la durée des prestations de 15 à 26 semaines.

- Or, malgré le fait que la promesse libérale se soit retrouvée dans le projet de loi de mise en œuvre du budget 2021 (art. 339; C-30), les conditions de mise en œuvre de la mesure font en sorte que les 26 semaines seront accessibles seulement :
 - Après la fin des programmes d'aide actuelles (PCRE);
 - Lorsque le prochain gouvernement élu le mettra en [vigueur par décret](#).

Le projet de loi Émilie Sansfaçon (C-265).

Claude DeBellefeuille, députée sortante, whip en chef du Bloc Québécois et actuelle candidate dans Sallaberry-Suroît, a déposé le [projet de loi C-265](#), exigeant le passage de 15 à 50 semaines de la durée des prestations spéciales d'assurance-emploi (maladie).

Le Bloc Québécois le redéposera en espérant que le gouvernement en place ne se cachera pas derrière l'exigence de la [recommandation royale](#)¹ pour refuser de l'étudier et de l'adopter.

Émilie Sansfaçon et Marie-Hélène Dubé

En [entrevue](#), la fille du candidat bloquiste de la circonscription de Québec, Louis Sansfaçon, Émilie, avait déclaré : « Au moment où j'ai eu mon 2^e diagnostic, la première chose que je me suis dite, c'est : qu'est-ce que je vais faire financièrement? Je ne me suis pas dit : Oh mon Dieu, je vais avoir des traitements de chimio ! »

Marie-Hélène Dubé, une survivante du cancer qui a milité auprès de Madame Sansfaçon, a, à maintes reprises, [expliqué](#) le dur chemin qu'elle a dû parcourir : « J'ai dû hypothéquer

¹ La recommandation royale est un message du gouverneur général exigé pour tout crédit, toute résolution, toute adresse ou tout projet de loi portant affectation de deniers publics. Seul le gouvernement (et non un parti d'opposition) peut obtenir cette recommandation.



plusieurs fois ma maison, j'ai même dû retarder une opération à mon troisième cancer, car je n'avais pas encore atteint les 630 heures requises pour avoir droit à mes 15 semaines. Ça a eu une incidence sur ma rémission. Je suis arrivée à l'opération épuisée. J'ai eu plusieurs complications. Heureusement, j'étais appuyée par ma patronne et j'avais une maison. Ceux qui sont à loyer, ils se retrouvent dans le chemin! ».

82 % des prestataires prennent davantage que 16 semaines avant de revenir au travail.

Les données d'enquêtes du ministère de l'Emploi et développement social Canada (EDSC), à l'origine du développement de cette prestation spéciale de 15 semaines, démontraient un besoin plus important que ce qui a été implanté.

- En effet, selon le [Directeur parlementaire du budget](#), « Parmi les prestataires qui ne retournaient pas au travail immédiatement, environ 82 % prenaient 16 semaines de congé de plus (ou davantage) avant de reprendre le travail ».

Il est à noter d'ailleurs, que les [prestations de maladie fédérales](#) n'ont jamais été bonifiées depuis leur entrée en vigueur en 1971.